

## Réseau Européen de Développement Rural

### Résumé de la quatrième réunion du Comité de coordination

8 juin 2010, Centre Borschette, Bruxelles

*Ce document est traduit de la version originale anglaise*

**Remarque:** Toutes les présentations sont disponibles sur le site Web du REDR  
(<http://enrd.ec.europa.eu>)

#### Session 1 : Débat public sur la PAC post-2013

**Présidence:** Loretta Dormal-Marino, directrice générale adjointe au développement rural, DG AGRI

#### 1 Allocution de Georg Häusler, chef de cabinet de Dacian Cioloș, Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement durable.

Résumé des principaux points:

- Le débat public, qui a impliqué la société civile dans son ensemble, a jusqu'à présent généré 4 400 interventions (extension du débat jusqu'au 11 juin 2010) et se prononce clairement en faveur du maintien de la politique de développement rural comme partie intégrante de la PAC.
- Les contributions suggèrent que la PAC joue un rôle plus proactif dans les zones rurales et qu'elle agisse en synergie avec d'autres politiques européennes/nationales, avec comme objectif commun d'assurer une économie rurale viable et saine.
- L'objectif d'une PAC plus efficace se retrouve régulièrement parmi les contributions, et en particulier, sur les plans suivants: la sécurité alimentaire et la mise à disposition de denrées alimentaires à un prix abordable; la modernisation et la diversification des exploitations; l'amélioration de la qualité de la production locale (réforme de la politique sur la qualité); des mesures durables plus respectueuses de l'environnement et plus durables; et l'innovation et la recherche.
- De plus, l'agriculture devrait apporter une plus grande valeur ajoutée dans le contexte de la stratégie Europe 2020, et notamment de la croissance verte. Les interventions portent sur des domaines précis tels que: la gestion des paysages par les exploitants; le rôle des exploitants sur le marché de l'emploi; les nouveaux défis/problèmes, tels que l'intervention potentielle de l'agriculture à une plus grande prise de conscience du changement climatique ainsi qu'un accent sur l'innovation et la recherche.
- Étapes suivantes: clôture du débat public lors d'une conférence en juillet dernier; propositions législatives de la Commission en juillet 2011 et processus de codécision avec le PE qui devrait se terminer à la fin de l'année 2012.

#### 2 Aperçu des interventions des organisations membres du Comité de coordination

Présentation

- «*Résumé des interventions du REDR pour l'avenir du débat sur la PAC*», par Haris Martinos, Point de contact du REDR.

Premières impressions sur les interventions reçues à ce jour, par Rob Peters, Chef de l'Unité G3 de la DG AGRI.

Des précisions relatives à l'organisation et aux domaines de discussion de la conférence du mois de juillet sur l'avenir de la PAC ont été présentés.

À la suite de l'examen préliminaire (toujours en cours) des interventions reçues, la politique de DR doit être considérée comme un élément important de la PAC. Les principaux points, en termes d'objectifs de la nouvelle PAC, ses instruments de mise en œuvre et l'organisation de la gestion ont été résumés comme suit:

- *Objectifs de la politique de DR*: de nombreuses interventions considèrent que les objectifs actuels sont adaptés, même s'il fut souligné l'attention à porter aux nouveaux défis, tels que l'innovation, les ressources naturelles (particulièrement la gestion de l'eau et des sols) et la vitalité rurale.
- *Instruments de mise en œuvre de la politique de DR*: une importance a été accordée au peaufinage des outils existants, en portant une attention particulière aux axes 3 et 4, afin de les développer plus avant et de mieux soutenir les potentiels endogènes.
- *Organisation de la gestion*: la simplification de l'organisation de la politique de DR aux niveaux européen (CE et États membres) et national (autorités directrices et bénéficiaires) est considérée comme étant un pré-requis essentiel à la nouvelle politique. De plus, la coordination entre les différentes politiques et les différents fonds qui opèrent sur un même territoire est considérée comme étant importante.

### 3 Discussion publique (intervenants pré-identifiés)

Les interventions sont publiées in extenso à l'adresse

[http://enrd.ec.europa.eu/cap-consultation-process\\_home\\_en/en/debate-contributions\\_en.cfm](http://enrd.ec.europa.eu/cap-consultation-process_home_en/en/debate-contributions_en.cfm)

#### ***Les réseaux ruraux nationaux***

RRN portugais, Manuela Azevedo e Silva

Le débat fut mené aux niveaux national et régional avec des assemblées rurales, par le biais de plusieurs réunions caractérisées par la participation de nombreux acteurs et par un débat riche et intéressant. Les principaux acteurs impliqués étaient des organisations agricoles, des ONG, des universités, ainsi que des centres de recherche. Les principales conclusions du débat furent résumées comme suit: -

- L'importance de renforcer le 2<sup>ème</sup> pilier de la CAP a été reconnue, en particulier en ce qui concerne la compétitivité et les problématiques environnementales;
- L'approche stratégique: la nécessité d'améliorer la gouvernance a été soulignée, ainsi que l'importance de l'approche «de bas en haut» comme principale approche stratégique afin de favoriser la création de liens plus forts entre les différentes parties prenantes aux niveaux national et régional; la possibilité de retourner vers une approche d'un programme multi-fonds a été suggérée par plusieurs participants au débat;

- L'importance des objectifs des axes 1, 2 et 3 a été soulevée, ainsi que la nécessité d'améliorer leur mise en œuvre;
- La recherche doit être inscrite au 2<sup>ème</sup> pilier;
- La simplification des règles, l'amélioration de la coordination entre les différentes politiques et l'amélioration des méthodes d'évaluation (également au niveau des projets) ont été soulignées comme autant des éléments essentiels au soutien de la gestion de la nouvelle politique; et
- Le transfert des exemples de bonnes pratiques doit être développée.

Les interventions des différents acteurs ayant participé au débat sont disponibles sur le site du RRN portugais et sur le site Web du REDR.

#### RRN letton, Edgars Linde

Le RRN letton a collecté les options relatives à l'avenir de la PAC selon trois méthodes:

- le site Web du RRN letton, par le biais de la publication d'informations relatives au débat sur la PAC, accompagnée d'un questionnaire à remplir en ligne (environ 130 réponses reçues);
- la diffusion du questionnaire en version papier dans les régions, grâce à la collaboration des experts régionaux du réseau; et
- l'organisation d'ateliers aux niveaux national et régional, avec la participation de quelque 700 acteurs impliqués dans le développement rural et/ou des zones rurales.

Une réunion fut organisée au niveau national pour résumer les principaux résultats des ateliers, portant sur les trois points suivants:

- développer les synergies avec d'autres politiques;
- créer un système de paiement direct mieux équilibré au sein de l'UE; et
- garantir davantage de soutien aux petits exploitants familiaux, qui veillent à la qualité des aliments et à leur disponibilité dans les zones rurales.

#### RRN néerlandais, Henk Kieft

Le RRN néerlandais a formulé une proposition provocatrice pour la PAC post-2013, qui se base sur l'absence de tout revenu de soutien pour les exploitants (ce document n'est pour le moment disponible qu'en néerlandais, mais sera traduit dès que possible). Cette proposition a été transmise à une centaine de personnes, essentiellement des acteurs de la sphère agricole.

Le document a ensuite fait l'objet d'une discussion lors de deux réunions organisées par le RRN (comptant chacune environ 25 participants), dont les principales conclusions peuvent être résumées comme suit:

- la politique de DR doit être régionalisée, car une approche régionale serait mieux à même de prendre en considération les diversités au sein des différentes régions européennes;
- l'aspect social de l'agriculture, ainsi que son rôle dans l'amélioration de la protection de l'environnement, doivent être pris en compte; et
- la simplification et l'innovation des procédures administratives sont vues comme des points clé permettant d'améliorer la mise en œuvre et l'efficacité de la politique.

L'axe Leader fut un concept pratique puissant et très intéressant au moment de sa création, mais son inclusion dans les PDR a complexifié sa mise en application. C'est pour cette raison qu'il semble

nécessaire d'améliorer la mise en application de l'approche Leader et d'apporter un soutien à une meilleure communication entre les administrations et les bénéficiaires.

### ***Organisations communautaires***

COPA (Axe 1), Thomas Bertilsson

Les membres de l'organisation ont été consultés sur trois questions précises relatives à l'avenir de la PAC, en plus d'un sondage initié avant le lancement du débat sur la PAC. Les principales conclusions du débat ont été résumées comme suit:

- stabiliser les marchés et les revenus des exploitants (accent sur le bien-être économique des exploitations agricoles);
- rassurer les consommateurs à propos de la disponibilité et de la qualité des aliments;
- améliorer la compétitivité de l'agriculture et de la foresterie en soutenant les investissements des exploitants;
- maintenir les paiements aux zones défavorisées;
- améliorer la qualité de vie dans les zones rurales en encourageant la diversification par le biais du développement des activités commerciales;
- améliorer les possibilités pour les exploitants de garantir une agriculture durable; et
- changer les mesures afin de permettre aux exploitants un meilleur accès et davantage de contribution. Les exploitants et les forestiers possèdent trois quarts des terres européennes: des services ruraux permettant d'atténuer les conséquences du réchauffement climatique peuvent être mis en place.

L'amélioration de la coordination entre les différentes politiques qui opèrent dans la même zone rurale, et en particulier davantage de cohérence et une meilleure coordination avec la politique de cohésion et les fonds structurels, est considérée comme un élément essentiel pour parvenir à des effets unificateurs tels que la stratégie UE 2020.

Birdlife (Axe 2), Trees Robijns

Birdlife est en général très active au niveau national, et des représentants nationaux ont participé aux débats organisés dans plusieurs États membres. Birdlife est convaincue de l'importance d'une grande révision de la politique agricole et de développement rural au niveau européen et soutient ce point de vue dans les différentes communautés dont elle fait partie. Les principales conclusions du débat organisé peuvent être résumées comme suit:

- la manière dont le programme du 2<sup>ème</sup> pilier est établi est révélatrice de l'évolution générale de la PAC: le soutien dont bénéficient les exploitants doit reposer sur les engagements supplémentaires qu'ils peuvent prendre à l'égard de la protection de l'environnement et de la durabilité des pratiques agricoles. En règle générale, l'objectif de tout paiement doit être défini de manière claire, et les résultats devraient pouvoir être quantifiables et mesurables; le soutien ne doit pas porter sur des engagements génériques ou des engagements qui ne peuvent apporter les résultats escomptés;
- le système d'exploitation à haute valeur naturelle devrait être mieux soutenu. Ce système d'exploitation est généralement composé de petits exploitants capables de fournir de nombreux biens publics, c'est pour cette raison qu'ils devraient être soutenus plus activement;

- dans son résumé consacré au développement rural, Birdlife propose des mesures supplémentaires qu'elle considère nécessaires afin de garder des zones rurales vivantes;
- cohérence globale avec d'autres stratégies en place (Europe 2020, accord-cadre sur l'eau, etc.).

Prepares (Axes 3 et 4), Goran Soster

Le partenariat PREPARE pour l'Europe rurale a été présenté et s'est accompagné d'un bref aperçu des membres et des objectifs. Les membres sont essentiellement des organisations nationales à but non lucratif impliquées dans la société civile des zones rurales, ayant pour objectif principal de renforcer la société civile et de promouvoir l'échange d'expériences en développement rural. Les points principaux de la position de PREPARE sont les suivants:

- mettre en œuvre une nouvelle approche du développement reposant sur une base élargie, qui prendrait en compte toutes les politiques influençant les sous-régions, soit non seulement le développement rural mais également l'éducation, la santé, le transport, les services sociaux, etc. Cette nouvelle approche doit prendre en considération tous les financements impliqués dans une région donnée et non seulement les financements agricoles, et promouvoir une relation de travail mieux coordonnée entre les zones rurales et urbaines;
- soutenir le développement de partenariats subrégionaux entre les secteurs publics, privés et bénévoles; à ce propos, l'approche Leader devrait être renforcée, en soutenant les partenariats locaux aptes à utiliser des financements de développement rural et autres et à travailler à la fois dans les zones rurales et urbaines;
- renforcer le rôle de la société civile en l'incluant en tant que membre des réseaux ruraux et en la consultant lors de la préparation des stratégies de développement;
- protéger le rôle vital des exploitants agricoles en Europe car ils assurent la sécurité alimentaire et fournissent un large éventail de biens publics environnementaux et sociaux. La politique devrait, de plus, fortement soutenir les agriculteurs qui contribuent davantage que d'autres à faire face au changement climatique (les exploitants bio, par exemple), ainsi que les petites exploitations familiales, pour éviter le dépeuplement accru de certaines régions.

#### **4 Discussion publique ouverte (principaux points)**

Les principaux résultats du débat sur la PAC ont été résumés en trois points/questions majeurs sur lesquels il fut suggéré de se concentrer lors de la discussion. Il s'agissait: i) de suggestions concrètes sur la façon d'améliorer la coordination avec d'autres politiques; ii) de savoir comment justifier l'existence d'une politique de DR auprès des citoyens européens; et iii) de gouvernance et d'administration: comment la gouvernance peut-elle aider à intégrer les priorités stratégiques aux niveaux national et européen?

*Une approche plus intégrée* devrait être développée afin d'améliorer la coordination avec d'autres politiques; le fait qu'elle implique plusieurs acteurs peut entraîner une motivation très positive dans les zones rurales. La coordination peut également être améliorée par la création d'une relation mieux équilibrée entre les zones rurales et urbaines.

*Gouvernance*: peut être améliorée par l'implication des territoires locaux dans la phase de programmation, le renforcement des partenariats locaux et la gestion de différentes ressources financières. Il a de plus été observé que les «districts ruraux et agroalimentaires», bien développés

dans plusieurs régions italiennes, sont un très bon exemple de développement local et d'adoption d'approches similaires, qui devrait être soutenu au niveau européen.

L'importance de l'approche Leader: a été soulignée par plusieurs participants. L'approche Leader fut très utile par le passé pour stimuler l'engagement et la participation d'acteurs locaux dans le développement des zones rurales. Il fut souligné que la composition du GAL et sa gestion sont les deux principaux éléments permettant d'assurer un fonctionnement positif du groupe lui-même. De plus, une bonne gestion du GAL peut encourager une meilleure coordination entre les différentes ressources financières d'une même région.

Il reste cependant manifeste que Leader a souffert de quelques problèmes pendant cette période de programmation: l'approche n'a pas encore vraiment pu bénéficier de l'intégration, ni la mise en œuvre des PDR d'ailleurs; les procédures administratives compliquées nécessaires à la mise en œuvre des projets ne sont pas envisageables pour les GAL, qui ne peuvent opérer comme ils le devraient. Il fut proposé de mettre en place 'un troisième pilier qui œuvrerait conformément aux règles de l'approche Leader comme solution à ce problème. La création de ce troisième pilier pourrait permettre de surpasser les difficultés de mise en œuvre actuelles. Le troisième pilier devrait être entièrement mis en pratique par le biais d'une approche territoriale, et les GAL serviraient de véhicules à l'intégration de différents fonds au niveau local en ayant recours, non seulement aux financements agricoles, mais également aux ressources financières provenant d'autres instruments de l'UE<sup>1</sup>.

#### Point d'information - Organisation de la conférence de juillet

Des éclaircissements furent demandés à propos des thèmes abordés à la conférence, et en particulier:

- les produits agroalimentaires: il fut demandé si la discussion se limiterait à la sécurité alimentaire ou aborderait également d'autres thèmes davantage en lien avec l'environnement et la production d'énergie renouvelable;
- il fut suggéré d'inclure dans la discussion d'autres thèmes importants, tels que l'élaboration de liens plus forts entre le FEADER et d'autres fonds, la mise en œuvre d'une approche intégrée, le nouveau rôle de Leader et l'amélioration de la gouvernance.

Il fut expliqué que l'objectif principal de la conférence est de discuter des premiers résultats du débat public, mais que l'agenda n'ayant pas encore été finalisé, il demeurerait possible d'inclure de nouveaux thèmes. Environ 600 personnes sont invitées, dont des organisations, des autorités directrices et des RRN.

## **Session 2: Rapport d'activité du REDR (juillet 2008 – juin 2010)**

**Présidence:** Jose Manuel Sousa Uva, direction Aspects horizontaux du développement rural, DG AGRI

### **5 Présentations**

- «*Activités du REDR pendant les Années 1 et 2*», par Gaëlle Lhermitte, Unité G2, DG AGRI.
- «*Participation aux salons - Journées du développement rural (organisé conjointement par la DG AGRI et le Point de contact du REDR)*», par Dieter Wagner, Point de contact du REDR.

---

<sup>1</sup> La création d'un troisième pilier a été proposée par ELARD, dans le cadre de sa proposition globale sur l'avenir de la PAC, mais n'a pas encore été soumise.

Remarque: La discussion des sessions 2 et 3 est présentée globalement ci-dessous, car les réflexions portaient sur les activités du passé (Année 2), mais également sur les activités futures (Année 3) du REDR.

### **Session 3 : Programmation des activités de la troisième année (juillet 2010-juin 2011)**

**Présidence:** Jose Manuel Sousa Uva, direction Aspects horizontaux du développement rural, DG AGRI

#### **7 Présentations**

- «*Priorités proposées pour le plan d'activités de la troisième année*», par Rob Peters, Chef de l'Unité G3 de la DG AGRI.
- «*Activités de la troisième année du REDR - apports du sous-comité Leader*», par Panos Patras, ELARD.

#### **Synergies entre le REDR et les RRN, C. Jochum, RRN autrichien**

Le ministère de l'Agriculture a préparé un mandat afin de rassembler les parties prenantes pour la promotion des synergies de l'Axe 2. En parallèle, une base de données des bonnes pratiques est en cours de préparation. Il existe de plus de très nombreuses contraintes à la mise en pratique de la politique de développement rural, y compris le manque de conformité et la bureaucratie, qui peuvent tous deux influencer son application future. Il est nécessaire de rassembler davantage d'exemples d'études de cas, et de mener des recherches sur le mode de fonctionnement des États membres, afin de découvrir la raison des différences qui existent entre eux. À propos des synergies entre le REDR et les RRN:

- il est important de simplifier et de structurer les échanges à tous les niveaux, afin de garantir les flux les plus efficaces d'information;
- l'implication des RRN dans le débat sur la PAC est un élément très positif, mais il demeure important de démontrer comment ces interventions s'incluront dans le processus;
- beaucoup d'efforts sont déployés; il est important de les porter jusqu'à leurs formes utilisables finales, soit des produits/résultats qui peuvent être utilisés directement (transférés) aux niveaux administratifs.

De nombreuses autres questions, portant sur le débat élargi autour de la PAC, furent débattues.

#### **Attentes d'organisations de l'UE, par G. Peltre, RED.**

- Une politique rurale intégrée devrait être la clé du développement rural futur. La PAC devrait se développer comme une PRAC et le budget de l'UE devrait concerner toutes les entrées budgétaires portant sur les zones rurales.
- L'accès limité au secteur privé et aux autres sources de financement continue à poser un problème, mais des fonds et des parties prenantes supplémentaires pourraient être mobilisés en cas d'approche plus intégrée.

- Un appel plus direct à la société civile sera également nécessaire pour qu'elle s'implique plus activement dans les politiques de soutien au DR.
- L'agriculture et la foresterie doivent faire face à de nombreux défis. Il est important de disposer des outils nécessaires pour mobiliser les investissements des exploitants agricoles et forestiers, et d'augmenter le partenariat afin d'améliorer leur intervention au développement des zones rurales.
- Il fut souligné qu'une formation au développement est une nécessité croissante qui doit être mieux soutenue.
- En considérant ces éléments, trois groupes de travail pourraient être créés, portant respectivement sur:
  - le développement rural intégré;
  - les exploitants agricoles et forestiers dans les projets territoriaux locaux; et
  - l'ingénierie du développement rural (y compris la formation).

Il est de plus en plus reconnu qu'aucun programme de l'UE ne promeut activement les liens entre les zones urbaines et rurales. Ceci pourrait également être un domaine à explorer par un nouveau groupe de travail thématique qui pourrait se concentrer sur les liens avec le développement rural par et avec le développement régional.

### **Perspectives des autorités nationales, F. Morin, Autorités françaises**

Le Réseau rural français soulignait qu'il est très important de permettre aux parties prenantes rurales d'être informées du travail mené aux niveaux national et européen. Il fut également expliqué que des groupes thématiques ont été établis en France et que leur objectif est de contribuer à une meilleure compréhension de la situation ainsi que de résoudre les problèmes sur le terrain. Il fut suggéré, pour les groupes de travail thématiques du REDR, qu'un sondage soit organisé sur les thèmes prioritaires pour les zones rurales et que les groupes contribuent à comprendre la relation entre les zones urbaines et rurales. Il est important que le REDR fasse le lien entre les acteurs locaux, ainsi qu'entre les RRN. Le RRN français a également fait d'autres observations plus générales relatives au débat élargi sur la PAC, dont:

- que la future réforme devrait prendre en compte la vaste expérience acquise au niveau national au cours de la période de mise en œuvre actuelle;
- que la gestion de l'espace et du territoire devrait être une priorité et qu'une approche territoriale est grandement nécessaire là où des conflits existent ou se créent;
- qu'il faut dépasser la FEADER pour garantir de réelles stratégies rurales au niveau national.

## **8 Discussion publique ouverte (principaux points)**

Foresterie: Plusieurs points furent soulevés:

- la foresterie va devenir de plus en plus importante, et il est nécessaire d'élargir le champ d'étude au-delà des questions étroitement liées à l'agriculture;



- les territoires découpés en petites parcelles qui suivent des méthodes traditionnelles devraient être prises en compte lors de la conception du soutien financier;
- les investissements en foresterie nécessitent une longue mise en œuvre, ce qui entraîne de nombreux problèmes au moment de la demande de financement auprès des banques.

Une Initiative thématique sur la foresterie est en cours au niveau des RRN. Il y a également l'option d'organiser d'autres groupes de travail sur des thèmes précis. L'approche proposée par le REDR est, cependant, de permettre aux groupes actuels de continuer leur maturation et de décider ultérieurement, sur la base des résultats obtenus.

Indicateurs de suivi: Il fut suggéré que le REDR devrait apporter son aide aux indicateurs relatifs aux objectifs de «Qualité de la vie». Les indicateurs d'impact sont toujours remis en question, et ceci fait actuellement l'objet d'une discussion au sein du Réseau européen d'évaluation. À mesure que le travail avance et munit, les conclusions sur les Axes 3 et 4 seront présentées. Un aperçu de la situation devrait être préparé pour la prochaine réunion, afin de constater les progrès réalisés.

Évaluer les réseaux eux-mêmes: Il n'existe aucun élément permettant de mesurer les activités du réseau dans le CMEF. Le REDR prépare un document-concept pour l'étude de cette question. Il y a de plus un plan d'évaluation des pratiques existantes. Les résultats de ce travail et des suggestions sur les meilleures manières de progresser seront un des thèmes de discussion du prochain forum RRN programmé à Malte à la fin juin.

Groupes cible du sous-comité Leader: Il fut observé que, sur la base de la présentation faite du progrès réalisé par les trois groupes cibles du sous-comité Leader, l'analyse et les résultats initiaux suggèrent un progrès limité et un manque d'analyse détaillée à cette étape. Chaque groupe cible progresse à son rythme, et les activités d'analyse progressent dans tous les domaines. Les résultats devraient être disponibles plus facilement au plus tard à la fin de l'année civile (mais probablement plus tôt). Les premières propositions de rapports ont été présentées aux sous-comités Leader. Une version plus longue de ces rapports est en cours de préparation. Elle inclura beaucoup plus d'informations et davantage d'études de cas. Les questions seront rediscutées à mesure que le travail progressera. L'objectif principal étant de voir comment leur travail peut s'insérer dans les activités de la troisième année.

GTT 1, 2, 3: Il fut observé qu'il est très important de souligner les points forts des groupes de travail, et de communiquer leurs résultats lors des événements. Il y aura différents produits de dissémination pour chaque groupe. Un séminaire est prévu pour le GTT3 à l'automne afin de présenter ses conclusions. Ceci sera peut-être également l'occasion de présenter les conclusions du GTT2. Il ne sera pas nécessaire qu'un séminaire particulier soit organisé pour le GTT1. D'autres mécanismes de diffusion seront probablement utilisés.

GTT4: L'importance du groupe de travail thématique 4 sur les mécanismes d'intervention a été régulièrement soulignée par plusieurs participants, insistant sur le besoin d'utiliser les conclusions des autres GTT dans ce domaine et de garantir les conclusions pratiques. Du fait du large éventail de travail, le danger d'une analyse superficielle fut souligné. Il fut suggéré que le travail pouvait probablement être plus précis et réparti sur deux domaines principaux : le ciblage d'approches spécifiques et la simplification des procédures. Les membres du GTT4 ont discuté de cette question: il fut résolument décidé, pour les études de cas initiales, de ne pas limiter la portée du travail, afin de ne pas passer à côté de questions importantes. Cette question sera revue pour les premiers lots d'études de cas. Les nombreux commentaires variés sur les mécanismes d'intervention ont été notés, et le besoin de procéder à une telle révision du GTT4 a été clairement souligné, de même que la

nécessité d'utiliser les conclusions pour améliorer la mise en œuvre du programme, à la fois maintenant et plus tard.

Les GTT en général: un certain soutien fut exprimé en faveur de la mise en place d'un GTT sur le Développement subrégional. Un GTT portant sur les problèmes et les besoins des zones montagneuses a également été proposé. Le besoin de consolider et de compléter le travail des GTT existants a été reconnu comme étant la meilleure manière de progresser à court terme pour garantir que tout groupe de travail futur puisse s'appuyer sur, et apprendre de leur travail. Faute de quoi, on courrait le risque de créer des chevauchements ou de dupliquer les efforts. Les mandats de tous les groupes de travail thématiques actuels et futurs seront révisés, et il sera garanti que leurs tâches prendront en compte les progrès réalisés jusqu'à présent et qu'ils s'appuient sur les expériences et les enseignements acquis. La nécessité de se concentrer sur les besoins stratégiques relatifs au débat sur la PAC a été soulevée, en soulignant que les conclusions des GTT actuels et futurs devraient être utilisés dès que possible, afin d'aider à guider/planifier la prochaine politique de DR, en soulignant ce qui fonctionne bien, ou moins bien, au cours de cette période de programmation.

La visibilité du REDR est une question importante. La visibilité sera également évaluée à travers le site Web du CP où le travail réalisé par les réseaux continue à être diffusé. L'importance d'élever le profil et l'image des réseaux au cours de la prochaine étape du travail du REDR fut reconnue, et ceci devrait également être soutenu aux niveaux local et régional.

Valeur ajoutée du REDR: Des inquiétudes quant à la mise à disposition de résultats concrets pour le travail réalisé jusqu'à présent ont été exprimées. La volonté de voir comment le REDR se connectera à tous les réseaux nationaux a également été formulée. Il fut observé que dans l'environnement administratif actuel, les efforts entrepris jusqu'à présent n'ont pas profité à la population rurale de manière significative. La question de savoir ce qui pourrait garantir que la législation future soit utile a également été posée. La productivité des campagnes européennes doit être préservée et les zones rurales doivent devenir plus attrayantes. Le CC devrait être à la recherche des meilleures pratiques dans le domaine du développement rural intégré.

Le président a fait les remarques suivantes, à la lumière des présentations et de la discussion:

- le REDR fournit de nombreuses idées, mais il faut rester centré sur les questions les plus cruciales, au risque de ne faire qu'un pauvre usage des capacités;
- le plan de travail annuel est laissé ouvert car le besoin d'adopter une approche plus holistique du développement des zones rurales dans toute l'Europe est évident;
- il fut reconnu que davantage d'importance devrait être accordée aux aspects territoriaux, et notamment aux liens entre zones rurales et urbaines;
- le développement des liens avec les stratégies régionales et les politiques a également été reconnu comme étant un élément important pour l'avenir, car il assurera la complémentarité du soutien et le besoin d'assurer les approches «de bas en haut» et inversement, afin de développer des moyens de convergence adéquats au bénéfice des zones rurales données;
- des synergies entre les politiques et les fonds sont considérées être une nécessité. Des efforts doivent être faits pour accorder davantage d'importance à ceci dans la prochaine période de programmation;
- il est reconnu que le développement rural intégré doit être promu de manière élargie.

## 9 Remarques de clôture

### Remarques de clôture par le président

Il fut conclu qu'il était important de déployer davantage d'efforts pour mieux informer les débats sur la PAC afin d'impliquer toutes les parties prenantes. Nous nous trouvons au-devant de trois années de travail, et il y aura des résultats positifs, bien qu'il faille reconnaître qu'il ne sera pas possible d'aborder tous les problèmes et toutes les questions. L'élément clé de cet effort sera la confiance, et toutes les interventions seront prises en compte.